



## Communiqué de presse

Berne, le 14 juin 2013

Symposium annuel de la campagne « Droit sans frontières »

## Des mesures préventives pourraient sauver des vies humaines

**Plus de 180 personnes de la politique, de l'économie, de l'administration et de la société civile ont participé aujourd'hui au symposium annuel de la campagne « Droit sans frontières ». A partir de cas concrets et de « bonnes pratiques » internationales, plusieurs intervenant-e-s ont montré l'importance de la diligence des entreprises en matière de droits humains et d'environnement. Lors de la table ronde finale, des représentant-e-s du monde politique ont réaffirmé le besoin d'agir.**

Il y a une année, la pétition « Droit sans frontières » a été déposée avec plus de 135'000 signatures. Depuis lors, les commissions de politique extérieure en ont débattu et le Conseil fédéral ainsi que le Parlement ont, à plusieurs reprises, eu l'occasion de prendre position sur l'exigence de règles contraignantes pour les multinationales. Le thème est à l'agenda politique, la problématique est reconnue, mais des actions font défaut.

Alors que le Conseil fédéral et le Parlement temporisent, des atteintes aux droits humains et à l'environnement par des multinationales suisses continuent de se produire. Le père Joy Pelino, prêtre dans la communauté de Tampakan (Philippines) et Brigitte Hamm, chercheuse à l'Institut pour le développement et la paix de l'Université de Duisburg-Essen, ont montré de manière saisissante les manquements de l'entreprise Xstrata dans la préparation de l'ouverture d'une mine de cuivre ainsi que leurs conséquences. Christoph Wiedmer (Société pour les peuples menacés) a expliqué comment la raffinerie suisse Valcambi est impliquée dans l'exploitation déplorable de l'or au Pérou. Ses propos ont été confirmés par Verónica Mendoza, parlementaire péruvienne qui s'engage pour la défense des droits humains dans les industries extractives.

Mark B. Taylor, conseiller et chercheur de longue date sur les questions de l'économie et des droits humains, a présenté l'étude récemment parue « Human Rights Due Diligence : The Role of States ». Il a expliqué comment l'Etat peut veiller – avec des règles claires – à ce que les multinationales soient obligées de définir des stratégies et de prendre des mesures pour prévenir les violations des droits humains et des standards environnementaux.

Pour Chantal Peyer (Pain pour le prochain) et Michel Egger (Alliance Sud), de la coalition « Droit sans frontières », ce ne sont pas les bons exemples qui manquent, mais les actions. La balle est maintenant dans le camp du politique. Lors d'une table ronde finale, Danièle Gosteli Hauser (Amnesty Suisse) et Thomas Pletscher (economiesuisse) ont discuté avec les parlementaires Doris Fiala (PLR), Ursula Haller (PBD) et Carlo Sommaruga (PS). Tous étaient d'accord sur l'actuel besoin d'agir, souligné par Dominique Biedermann, directeur de la fondation Ethos, dans son discours inaugural.

Ursula Haller a souligné que l'introduction d'une obligation de diligence raisonnable dans le droit suisse est absolument nécessaire. Une telle réglementation, loin d'être une menace, serait même une chance pour l'économie. Carlo Sommaruga a relevé que l'engagement des Etats



### **Communiqué de presse**

d'origine des multinationales est incontournable, précisément dans les pays où l'Etat de droit est déficient.

En conclusion, Florian Wettstein, directeur de l'Institut d'éthique économique de l'Université de Saint-Gall, a exprimé le vœu que des chefs d'entreprise suisses aient enfin le courage de s'engager pour une obligation de diligence en matière de droits humains.

### **Pour d'autres informations :**

Michel Egger, coordinateur Droit sans frontières, Tel. 079 599 97 30,

[michel.egger@alliancesud.ch](mailto:michel.egger@alliancesud.ch)

Andreas Missbach, Droit sans frontières/DB, Tel. 044 277 70 07, [amissbach@evb.ch](mailto:amissbach@evb.ch)

« Droit sans frontières » est une coalition de plus de 50 organisations de développement et de droits humains, associations d'environnement et de femmes, syndicats, groupes d'Eglise et associations d'actionnaires critiques. Elle s'engage pour des règles contraignantes obligeant les multinationales à respecter les droits humains et l'environnement partout dans le monde.  
[www.droitsansfrontieres.ch](http://www.droitsansfrontieres.ch)